

# Un préfet d'athénée démis de ses fonctions

■ Ce dirigeant d'une école de Schaerbeek serait impliqué dans les fuites aux épreuves certificatives.

**R**appelez-vous. En juin, à la suite de fuites, sur les réseaux sociaux notamment, les épreuves certificatives (CE1D et CESS) proposées aux élèves des enseignements primaire et secondaire avaient dû être annulées, ce qui avait désorganisé la fin d'année scolaire de plusieurs dizaines de milliers d'élèves.

Alors qu'une commission parlementaire a été instaurée pour éviter que de tels incidents se reproduisent, une sanction vient de tomber: le préfet de l'athénée Alfred Verwee, à Schaerbeek, a été démis de ses fonctions par la ministre de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles Joëlle Milquet (CDH). La direction de l'établissement scolaire, qui accueille 1 500 élèves, a confirmé, lundi, une information de la RTBF.

Jean-Philippe Molle, qui conteste toute divulgation des questions, a appris la nouvelle vendredi par recommandé. Il sera rétrogradé dans quinze jours au rang de proviseur de l'établissement. Un nouveau préfet devrait être désigné par la ministre.

## Soupçonné depuis juin

Le préfet, en poste depuis 2012, était soupçonné dès le mois de juin d'être à l'origine des fuites pour les examens d'histoire du CE1D (une épreuve destinée aux élèves de deuxième secondaire). Le préfet avait reçu les questionnaires d'examen la veille de celui-ci, les avait ouverts, et, selon lui, laissés dans une pièce fermée. Or, ces questions devaient rester secrètes jusqu'au jour de l'examen. Théoriquement, les questionnaires, livrés sous scellés, ne peuvent être ouverts qu'une heure avant les épreuves.

Le préfet avait nié toute faute. Joëlle Milquet n'avait pas moins demandé, en urgence, à l'ins-

pection générale de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles, de mener une enquête express au sein de l'établissement. Le préfet avait alors été longuement entendu. De source officielle, on précise que les membres de cette commission ont demandé que Jean-Philippe Molle soit privé de ses fonctions, en raison d'éléments "assez significatifs".

M. Molle affirme au contraire que l'enquête avait démontré qu'il n'y avait pas eu de fuites au départ de l'athénée Verwee. Il ne comprend pas non plus pourquoi il a été démis de ses fonctions maintenant alors qu'il était prévu qu'il se présente le 28 septembre devant une commission des sanctions du ministère de l'Enseignement. Il n'a pas encore décidé s'il allait déposer un recours.

**Plusieurs enseignants ont arrêté le travail pendant une heure, en guise de soutien au préfet.**

## Une décision jugée démesurée

Lundi, à l'athénée Verwee, c'était la consternation. Plusieurs enseignants ont arrêté le travail pendant une heure. Ils te-

naient à marquer leur soutien au préfet. D'autres actions de protestation, plus musclées, pourraient suivre.

"Cette décision est complètement démesurée," s'est ainsi insurgé Gregory Loidts, professeur d'histoire. "Selon nous, M<sup>me</sup> Milquet a perdu le fil des événements et a essayé de frapper fort maintenant pour rassurer son électorat."

"Ce que l'on reproche à M. Molle, c'est d'avoir brisé les cellophanes contenant les questionnaires la veille des examens. Il ne s'agit pas d'avoir organisé des fuites. La sanction est disproportionnée", scande l'entourage du préfet pour qui trouver un nouveau préfet dans ces circonstances ne sera pas simple. L'équipe éducative entend écrire à la ministre pour exprimer son incompréhension.

Rappelons qu'il a été décidé de revoir l'organisation des épreuves certificatives. Une commission spéciale du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a été mise sur pied à cette fin.

J.-C.M.